

## Projet UNESCO-IESALC sur les Futurs de l'enseignement supérieur

Takyiwaa Manuh

### *“L'enseignement supérieur africain en 2050”*

L'éducation en général et l'enseignement supérieur en particulier, a été un facteur d'inégalité sociale en Afrique depuis la période de décolonisation. À presque tous les niveaux de l'éducation, l'accès et les inscriptions ont grimpé en flèche au cours des six décennies d'indépendance de l'Afrique, contribuant à atténuer les divisions spatiales, de genre et de classe, malgré les préoccupations concernant la qualité et la pertinence. L'accès à l'enseignement supérieur, qui a généralement été public, a généré de nouvelles connaissances, compétences et comportements. Il a permis d'améliorer les écarts de production et de productivité dans certains secteurs et d'élargir la distribution des ressources et les possibilités de subsistance pour des segments plus larges de la société. Dans une certaine mesure, les établissements d'enseignement supérieur en Afrique ont fait progresser la lutte pour l'égalité des sexes, même si les établissements eux-mêmes sont très sexués et reproduisent souvent les structures et les représentations de leurs sociétés en matière de genre. L'évolution de l'enseignement supérieur dans plusieurs pays entre les années 1970 et 1990 - une période qui a coïncidé avec le déclin économique, la militarisation des sociétés et la poursuite de l'orthodoxie économique néo-libérale - a fait dérailler une grande partie des promesses initiales et des investissements dans l'enseignement supérieur public, l'enseignement supérieur étant désormais considéré comme un luxe que le continent ne pouvait pas se permettre. Les deux décennies qui ont suivi ont vu quelques tentatives de revitalisation, couplées à la corporatisation des universités publiques et à la création d'un marché de l'enseignement supérieur avec l'entrée de plusieurs universités privées, dont certaines avaient des liens avec le monde des entreprises et des groupes religieux.

Au début de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, le paysage de l'enseignement supérieur en Afrique est beaucoup plus diversifié. Parallèlement à la multiplication des prestataires privés, les universités publiques ont connu une expansion, souvent en réponse à des demandes régionales et autres, et de nouveaux modes de prestation ont également permis d'élargir les systèmes. Pourtant, l'enseignement supérieur ne représente qu'environ 5 % des inscriptions. Les systèmes d'enseignement supérieur ne sont pas non plus suffisamment différenciés et diversifiés, plusieurs établissements, y compris de nombreux prestataires privés, étant principalement axés sur l'enseignement. La capacité de recherche et le financement n'ont pas non plus augmenté à un rythme suffisant. Les menaces qui pèsent sur la liberté académique et l'autonomie des universitaires et des institutions publiques existent toujours, car les gouvernements tentent d'exercer un contrôle sur le fonctionnement et les pouvoirs de décision des institutions. Malgré plusieurs tentatives de réforme, le financement de l'enseignement supérieur reste une question épineuse dans plusieurs systèmes nationaux. Les déficits de financement se transforment de plus en plus en déficits de qualité et se traduisent par des systèmes doubles où relativement peu d'étudiants s'inscrivent dans des établissements bien

financés, dans leur pays ou à l'étranger, et reçoivent un enseignement et un apprentissage de qualité. Une proportion importante de diplômés ont des compétences limitées et ne peuvent pas trouver d'emploi sur les marchés du travail nationaux restreints qui existent en raison de l'absence de transformation structurelle et d'industrialisation des économies africaines. L'inégalité en matière d'éducation se traduit donc par une inégalité socio-économique et la promesse et le potentiel de l'enseignement supérieur en Afrique restent insatisfaits et limités, les systèmes d'enseignement supérieur n'étant pas préparés à faire face aux défis politiques et aux opportunités des systèmes d'apprentissage et des nouveaux paysages de l'avenir.

L'Agenda 2030 des Nations unies et ses objectifs de développement durable envisagent un rôle important pour l'enseignement supérieur dans la création d'un avenir plus durable, étant donné son rôle premier de producteur de connaissances. Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable qui s'est tenu à New York en 2019 a noté qu'aucun des 17 SDG ne peut être réalisé sans la contribution de l'enseignement supérieur et de la recherche pour créer les nouvelles connaissances et recherches permettant de relever les défis mondiaux et de fournir des preuves pour une politique publique éclairée ; pour former des générations de nouveaux dirigeants et de professionnels qualifiés ; et pour s'engager avec les parties prenantes, y compris les gouvernements, le secteur privé et la société civile, afin de contribuer à l'impact local, national et mondial.

L'Agenda 2063 de l'Afrique, *L'Afrique que nous voulons*, est encore plus explicite en liant l'avenir de l'Afrique aux développements dans l'éducation et l'enseignement supérieur. Dans son Appel à l'action, au paragraphe 72, l'Agenda 2063 appelle à accélérer les actions visant à éradiquer la pauvreté dans les décennies à venir par 'un investissement accru dans les capacités productives ... de nos populations, l'amélioration des revenus, la création d'emplois et la fourniture des produits de première nécessité ; la fourniture de logements décents et abordables ; la catalyse d'une révolution de l'éducation et des compétences et la promotion active de la science, de la technologie, de la recherche et de l'innovation, afin de développer les connaissances ..., les capacités et les compétences pour le siècle africain'.

Il appelle à 'construire et développer une société africaine de la connaissance par la transformation et les investissements dans les universités, la science, la technologie, la recherche et l'innovation ; ... par l'harmonisation des normes d'éducation et la reconnaissance mutuelle des qualifications universitaires et professionnelles ; la création d'une agence africaine d'accréditation chargée d'élaborer et de contrôler les normes de qualité de l'éducation, en vue d'accroître la mobilité des étudiants et des universitaires sur le continent ; et le renforcement de l'université panafricaine, afin de construire l'université virtuelle panafricaine et d'accroître le rôle de l'Afrique dans la recherche mondiale, le développement et le transfert de technologies, l'innovation et la production de connaissances ; et l'exploitation des universités et de leurs réseaux et autres options pour permettre un enseignement universitaire de haute qualité'.

L'appel à la transformation et à l'industrialisation des économies - par la valorisation des ressources naturelles ; la modernisation de l'agriculture et des agro-industries africaines par l'augmentation de la valeur ajoutée et de la productivité ; l'action urgente sur le changement

climatique et l'environnement et la mise en œuvre du programme d'action sur le climat en Afrique, ou la connexion de l'Afrique par les transports, l'énergie, les infrastructures et les TIC - dépendent tous de la recherche et des innovations que les EES africaines doivent accélérer et diriger.

Dans son rôle de générateur de nouvelles connaissances, de recherche et d'innovations, c'est l'enseignement supérieur qui devrait jouer le rôle essentiel dans l'appel à 'soutenir les jeunes en tant que moteurs de la renaissance de l'Afrique, en investissant dans leur santé, leur éducation et leur accès aux technologies, aux opportunités et aux capitaux, et en mettant en place des stratégies concertées pour lutter contre le chômage et le sous-emploi des jeunes'. De même, l'enseignement supérieur doit prendre l'initiative d'assurer 'la parité des sexes dans les institutions privées et publiques et d'éliminer toutes les formes de discrimination sexuelle dans les sphères sociales, culturelles, économiques et politiques'. En bref, l'aspiration 1 de l'Agenda 2063, à savoir 'Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable', dépend du développement du capital humain de l'Afrique, sa ressource la plus précieuse, avec des investissements soutenus depuis l'éducation de la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur, la science, la technologie et l'innovation, afin d'étayer la transformation du continent.

Toutefois, il ne semble pas que le rôle et la place envisagés pour l'éducation et l'enseignement supérieur dans l'Agenda 2063 pour l'Afrique aient été intégrés dans les systèmes éducatifs nationaux ou reflétés dans la planification nationale et les allocations budgétaires. De nombreux établissements d'enseignement supérieur en Afrique auraient du mal à démontrer comment leurs plans stratégiques institutionnels s'alignent sur la vision énoncée dans l'Agenda 2063, et les ministères nationaux de l'enseignement supérieur pourraient bien échouer à cet égard également. Ces inattentions politiques risquent de faire de l'Agenda 2063 une autre chimère, de déplacer encore plus loin les objectifs et de faire dérailler les progrès et l'avenir de l'Afrique.

Le début de la pandémie COVID-19, avec sa misère indescriptible et ses perturbations massives de la vie sociale et économique au niveau mondial, semble avoir créé des solidarités temporaires. La probabilité de pandémies plus meurtrières et de menaces plus importantes posées par le changement climatique a suscité un débat et un intérêt politique et universitaire mondial. La pandémie oblige à repenser de nombreuses hypothèses et modes de fonctionnement considérés comme acquis, tout en suscitant une industrie des théories du complot et de nouvelles attaques contre les connaissances et l'expertise. Des modes virtuels de faire des affaires, d'enseigner et d'apprendre, et de mener une vie civique et sociale nous ont été imposés. Alors que les lacunes et les coûts de la connectivité et les craintes du colonialisme numérique accentuent les fractures numériques, on assiste à une grande créativité, à des innovations et à des luttes pour assurer une redécentralisation des logiciels libres et ouverts et de l'internet, loin du contrôle des grandes entreprises technologiques.

En Afrique, COVID-19 a révélé l'état des systèmes de santé nationaux et de la recherche en santé, les capacités scientifiques, la négligence de la recherche et les inégalités mondiales

existantes en matière de production de connaissances, de recherche et d'innovation. Cela devrait stimuler différents types d'internationalisation et de collaboration. Il reste à peine 9 ans avant la fin de l'Agenda 2030 des Nations Unies. Selon la Brookings Institution en 2020, certains progrès ont été réalisés, mais plusieurs lacunes subsistent. 18 des 44 pays au sud du Sahara seront à moins de la moitié des objectifs des SDG d'ici 2030. En ce qui concerne l'éducation, les pays peuvent atteindre les objectifs en matière d'enseignement primaire si les efforts actuels sont soutenus, mais les progrès ont diminué en ce qui concerne le taux net de scolarisation dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. L'objectif relatif à l'enseignement supérieur, à savoir "l'égalité d'accès pour toutes les femmes et tous les hommes à un enseignement technique, professionnel et supérieur, y compris universitaire, abordable et de qualité", ne sera probablement pas atteint dans un seul pays africain. Il est également peu probable que le rôle de catalyseur de l'enseignement supérieur sur d'autres objectifs soit réalisé.

Les défenseurs de l'enseignement supérieur et les dirigeants des secteurs public et privé en Afrique doivent assumer des rôles de leadership pour travailler à la réalisation des objectifs éducatifs de l'Agenda 2063, bien que sous des formes plus étoffées et pragmatiques, et les intégrer dans les programmes de développement nationaux et régionaux. Ils doivent prendre en considération les nouvelles innovations technologiques, notamment la croissance de l'intelligence artificielle et de la robotique, et ce qu'elles signifient pour les systèmes d'apprentissage, les compétences et l'emploi des jeunes Africains jusqu'en 2050 et au-delà. Que faudrait-il aux jeunes Africains, hommes et femmes, pour s'épanouir dans leurs établissements d'enseignement, aujourd'hui de plus en plus virtuels, et pour acquérir des compétences utiles afin d'être compétitifs dans un monde de plus en plus globalisé? Comment les éducateurs préparent-ils nos jeunes à faire face et à contribuer à ce nouveau monde? De quelles ressources culturelles et autres peuvent-ils doter les élèves pour leur permettre d'acquérir les impératifs éthiques et moraux qui guideront leurs choix et leurs actions en tant que citoyens africains et mondiaux tolérants et réfléchis? Et comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent-ils élargir le champ des connaissances acceptables et exploiter les traditions alternatives de savoir et de connaissance sur le continent pour surmonter ses dépendances et créer la société africaine de la connaissance envisagée dans l'Agenda 2063?